

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 1912.

Projet de loi portant augmentation des traitements des membres
de l'ordre judiciaire.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le développement de la richesse publique et l'accroissement du prix des choses nécessaires à l'existence ont amené le Gouvernement à augmenter les traitements de la plupart des fonctionnaires et des employés de l'ordre administratif. Les traitements des magistrats n'ont pas reçu les mêmes améliorations; la plupart sont encore tels qu'il furent établis par la loi du 19 mai 1863, quelque peu améliorés cependant par les lois du 25 novembre 1889, du 24 juillet 1899, et du 5 décembre 1903. Ces traitements ne sont plus en rapport avec les ressources que procure l'exercice des professions libérales; ils sont devenus insuffisants pour faire face aux nécessités de la vie et leur insuffisance apparaît aussi bien au début de la carrière que dans le cours de celle-ci, alors que les charges de famille se développent et créent de nouveaux besoins.

Le projet de loi que, sur les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre aux Chambres législatives, a pour objet d'améliorer la situation pécuniaire des membres de l'ordre judiciaire.

D'après la législation en vigueur, les traitements attachés aux fonctions judiciaires sont augmentés d'une somme de 300 francs pour chaque période de cinq ans pendant lesquels le magistrat a rempli ses fonctions. Une réduction importante de la durée des périodes procurerait aux magistrats ayant un grand nombre d'années de service des augmentations considérables de traitements, mais n'améliorerait pas sensiblement la position des magistrats ne comptant que quelques années de fonctions. Pour ceux-ci, il importe donc de relever les traitements initiaux.

D'autre part, les traitements attachés aux diverses fonctions de l'ordre judiciaire forment un ensemble dans lequel chaque traitement est proportionné à l'importance des fonctions exercées et l'on ne peut toucher à certains de ces traitements sans ébranler cet ensemble. Pour maintenir

celui-ci dans un juste équilibre, il est donc indispensable de faire subir à tous les traitements des modifications analogues. Tenant compte de cette nécessité, le projet de loi, par son article premier, augmente l'ensemble des traitements attachés aux fonctions judiciaires.

Les traitements inférieurs des magistrats des tribunaux de première instance, des conseils de guerre et des justices de paix sont majorés de mille francs. Il en est de même de ceux des conseillers des cours d'appel.

La loi du 15 mai 1912, en allouant aux conseillers des cours d'appel désignés pour juger l'appel des décisions rendues par les juges des enfants un supplément de traitement de 1,250 francs, a porté la rémunération de ces conseillers à 250 francs de plus que le traitement des présidents de chambre. Afin de mettre un terme à cette situation anormale, le projet de loi augmente de 1,500 au lieu de 1,000 francs les traitements des présidents de chambre.

Les traitements des premiers présidents des cours d'appel sont majorés de 1,750 francs; ils atteindront ainsi la somme ronde de 15,000 francs.

Les traitements des membres des parquets des cours d'appel sont augmentés dans la même mesure.

Les traitements du président du tribunal de première instance à Bruxelles et du procureur du Roi près ce tribunal, que la loi du 5 juin 1890 a mis au niveau de ceux des présidents de chambre des cours d'appel, sont, comme ceux-ci, augmentés de 1,500 francs.

Les traitements du président de la cour militaire et de l'auditeur général sont augmentés de 1,500 francs.

Les traitements des magistrats de la Cour de Cassation sont augmentés de 1,750 francs pour les conseillers et de 2,000 francs pour les autres. Un traitement spécial est établi pour le premier avocat général, à l'instar de ce qui existe dans les cours d'appel.

La loi récente du 11 mai 1910 a établi pour les référendaires des tribunaux de commerce des traitements en rapport avec l'importance de leurs fonctions; le projet de loi augmente légèrement les traitements de la plupart d'entre eux, de manière à les mettre en complète harmonie avec ceux des magistrats civils et des greffiers.

La loi du 25 novembre 1889 a établi sur de nouvelles bases les traitements des greffiers en chef des cours de cassation et d'appel et des greffiers des tribunaux de première instance et des justices de paix; elle les a fixés à des sommes qui étaient en rapport avec l'importance des fonctions. Des augmentations de 500 francs et de 400 francs sont suffisantes pour les mettre à hauteur des circonstances actuelles. Des augmentations analogues sont accordées d'une part et aux greffiers-adjoints des cours de cassation et d'appel et d'autre part aux greffiers adjoints des tribunaux de première instance et de commerce.

Le projet relève les traitements des greffiers de la cour militaire et des conseils de guerre fixés par la loi du 15 juin 1899. Le traitement du greffier de la cour militaire est augmenté de 1,000 francs et celui du greffier adjoint de 800 francs. Dans les conseils de guerre, les traitements des

greffiers de 1^{re} classe sont majorés de 1,000 francs, ceux de 2^{me} classe de 800 francs et ceux de 3^e classe de 600 francs. Des augmentations de 600 francs sont également accordées aux greffiers-adjoints des conseils de guerre.

Les traitements des greffiers-adjoints des justices de paix sont maintenus à la somme fixée par la loi toute récente du 3 mai 1912.

La disposition inscrite à la fin du tableau des traitements en faveur des employés des greffes nommés greffiers ou greffiers-adjoints reproduit en termes plus généraux une disposition de l'article 4 de la loi du 3 mai 1912.

L'article 2 du projet de loi réduit de cinq à quatre ans la période de temps de service nécessaire pour obtenir les augmentations de traitement établies par les lois du 21 juillet 1899, du 3 décembre 1903, du 11 mai 1910 et du 3 mai 1912 en faveur des magistrats, des référendaires et des greffiers. Cette mesure sera sans effet en ce qui concerne les magistrats qui débutent dans la carrière judiciaire et n'en aura guère à l'égard de ceux qui comptent peu d'années de service, comme la plupart des substituts du procureur du Roi et beaucoup de juges des tribunaux de première instance. Par contre, elle améliorera d'une manière sensible la situation des magistrats comptant de nombreuses années de service, notamment des présidents des tribunaux et des conseillers d'appel qui peuvent faire valoir les années de service passées dans les tribunaux de première instance. Elle n'aura que peu d'influence sur les traitements des magistrats de la Cour de cassation qui ne peuvent compter pour les augmentations périodiques que le temps passé à la Cour suprême.

La loi du 3 décembre 1903 en allouant à la plupart des greffiers des augmentations périodiques de 300 francs comme aux magistrats a amélioré, toutes proportions gardées, la position des greffiers beaucoup plus que ne l'avait fait la loi du 21 juillet 1899 pour les magistrats. La réduction de la durée des périodes d'augmentation accentuerait encore la différence des situations. Des augmentations de 300 francs tous les quatre ans procureraient à la plupart des greffiers des majorations hors de proportion avec le montant du traitement fixe attaché à la fonction. Afin d'obvier à cette situation, le projet de loi, tout en admettant les greffiers au bénéfice de la réduction de la durée des périodes, fixe à 230 francs le taux des augmentations accordées aux greffiers adjoints de la Cour militaire, des tribunaux de première instance et de commerce et des greffiers et greffiers adjoints des conseils de guerre et des justices de paix.

La combinaison des améliorations résultant des dispositions des articles 1 et 2 du projet de loi, procurera aux magistrats des augmentations de traitements qui s'élèveront en moyenne à 1,200 francs dans les justices de paix, les conseils de guerre et les tribunaux de première instance, à 1,500 francs dans les cours d'appel et la cour militaire et à 2,000 francs dans la Cour de cassation. Ces augmentations correspondent à 20 p. c. des traitements actuels dans les justices de paix, les conseils de guerre et les tribunaux de première instance et à 16 p. c. des traitements dans les cours.

Quant aux greffiers, les augmentations seront en moyenne de 500 francs, représentant un accroissement de 13 p. c. des traitements actuels.

L'article 3 du projet fixe la jouissance des augmentations de traitement qui

résulteront de la loi au 1^{er} du mois qui suivra sa publication. Dans l'avenir, les augmentations périodiques seront accordées à partir du 1^{er} janvier de chaque année, ainsi que cela a déjà lieu pour les membres du clergé du culte catholique en vertu de la loi du 24 avril 1900 et pour les employés des greffes et les commis des parquets en vertu des arrêtés organiques de leurs traitements. Il en résultera une grande simplification dans le travail auquel donne lieu la liquidation mensuelle des traitements.

La loi nouvelle procurera aux juges de paix et aux greffiers des traitements plus élevés que ceux qui leur sont assurés par les dispositions transitoires des articles 7 et 10 de la loi du 3 décembre 1903. L'article 4 du projet supprime en conséquence ces articles.

Le projet abroge également les lois du 23 mai 1902 et du 3 mai 1912. Les trois greffiers adjoints des cours d'appel auxquels s'appliquent ces deux lois, recevront en vertu des dispositions nouvelles des traitements supérieurs à ceux dont ils jouissent actuellement.

Le Ministre de la Justice,

H. CARTON DE WIART.

PROJET DE LOI

portant augmentation des traitements
des membres de l'ordre judiciaire.

Albert,

ROI DES BELGES.

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter, en Notre Nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation aux lois du 18 juin 1869, du 15 avril 1878, du 25 novembre 1889, du 5 juin 1890, du 15 juin et du 21 juillet 1899, du 5 décembre 1903, du 11 mai 1910, du 12 août 1911 et du 3 mai 1912, les traitements inférieurs des magistrats, des référendaires et des greffiers des cours de cassation et d'appel, de la cour militaire, des tribunaux de première instance et de commerce, des conseils de guerre et des justices de paix sont fixés ainsi qu'il suit :

ONTWERP VAN WET

tot verhooging van de bezoldiging der
leden van de rechterlijke orde.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is belast met, in Onzen Naam, bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Met afwijking van de wetten van 18 Juni 1869, 15 April 1878, 25 November 1889, 5 Juni 1890, 15 Juni en 21 Juli 1899, 5 December 1903, 11 Mei 1910, 12 Augustus 1911 en 3 Mei 1912, zijn de laagste jaarwedden van de magistraten, de referendarissen en de griffiers bij het hof van verbreking, de hoven van beroep, het krijgsgerechtshof, de rechtbanken van eersten aanleg, de handelsrechtbanken, de krijgsraden en de vredegerichten, als volgt bepaald :

Cour de cassation.

Premier président et procureur général	fr. 18,000
Président de chambre et premier avocat général . . .	15,000
Conseillers	13,000
Second avocat général	14,000
Greffier en chef	8,000
Greffiers adjoints	5,000

Cours d'appel.

Premiers présidents et procureurs généraux.	fr. 15,000
Présidents de chambre et premiers avocats généraux. .	10,000
Conseillers	8,500
Deuxièmes avocats généraux.	9,000
Substituts des procureurs généraux	8,000
Greffiers en chef	8,000
Greffiers adjoints	4,500

Tribunaux de première instance.

	1 ^{re} classe		2 ^e classe	3 ^e classe
	à Bruxelles	ailleurs		
Présidents et procureurs du Roi . . fr.	10,000	9,000	8,000	7,000
Vice-Présidents	7,500		6,500	
Juges d'instruction	7,250		6,250	5,750
Juges et substituts du procureur du Roi.	6,000		5,500	5,000
Greffiers	8,000		6,500	5,000
Greffiers-adjoints	5,600		5,400	5,200

Tribunaux de commerce.

	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe
Référéndaires fr.	10,000	8,000	6,000
Référéndaires adjoints	6,000	5,500	5,000
Greffiers adjoints	5,600	5,400	5,200

Justices de paix.

	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe	4 ^e classe
Juges de paix fr.	8,000	7,000	6,000	5,000
Greffiers	5,000	4,200	3,400	2,600
Greffiers adjoints sans distinction de classes.	2,800			

Hof van verbreking.

Eerste voorzitter en procureur generaal	fr. 18,000
Kamervoorzitter en eerste advocaat generaal	15,000
Raadsheeren	15,000
Tweede advocaat generaal	14,000
Hoofdgriffier	8,000
Toegevoegde griffiers	5,000

Hoven van beroep.

Eerste voorzitters en procureurs generaal	fr. 15,000
Kamervoorzitters en eerste advocaten generaal	10,000
Raadsheeren	8,500
Tweede advocaten generaal	9,000
Substituten van de procureurs generaal	8,000
Hoofdgriffiers	8,000
Toegevoegde griffiers	4,500

Rechtbanken van eersten aanleg.

	1 ^{ste} klasse		2 ^o klasse	3 ^o klasse
	te Brussel	elders		
Voorzitters en Procureurs des Konings.	10,000	9,000	8,000	7,000
Ondervoorzitters	7,500		6,500	
Onderzoeksrechters	7,250		6,250	5,720
Rechters en substituten van den procureur des Konings	6,000		5,500	5,000
Griffiers	8,000		6,500	5,000
Toegevoegde griffiers	3,600		3,400	3,200

Handelsrechtbanken.

	1 ^{ste} klasse	2 ^o klasse	3 ^o klasse
Referendarissen fr.	10,000	8,000	6,000
Toegevoegde referendarissen	6,000	5,500	5,000
Toegevoegde griffiers	3,600	3,400	3,200

Vrederechten.

	1 ^{ste} klasse	2 ^o klasse	3 ^o klasse	4 ^o klasse
Vrederechters fr.	8,000	7,000	6,000	5,000
Griffiers	5,000	4,200	3,400	2,600
Toegevoegde griffiers zonder onderscheid van klassen	2,800			

Cour militaire.

Président et auditeur général fr.	10,500
Substitut de l'auditeur général	8,000
Greffier	5,000
Greffiers adjoints	3,400

Conseils de guerre.

	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe
Auditeurs militaires. fr.	7,500	6,500	5,500
Substituts des auditeurs militaires sans distinction de classes	5,000		5
Greffiers	4,200	3,800	3,400
Greffiers adjoints	2,600	2,400	2,200

Krijgsrechtshof.

Voorzitter en auditeur generaal	10,500
Substituut auditeur-generaal	8,000
Griffier	5,000
Toegevoegde griffiers	3,400

Krijgsraden.

	1ste klasse.	2e klasse.	3e klasse.
Krijgsauditeurs fr.	7,500	6,500	5,000
Substituten van de krijgsauditeurs zonder onderscheid van klassen	5,000		5
Griffiers	4,200	3,800	3,400
Toegevoegde griffiers	2,600	2,400	2,200

Les employés de greffe nommés greffiers ou greffiers adjoints conserveront, comme traitement initial, le traitement dont ils jouissaient en leur ancienne qualité, s'il est supérieur à celui attaché à leurs nouvelles fonctions.

ART. 2.

Les mots « période de cinq années », « période quinquennale », « tous les cinq ans » employés dans les dispositions des lois du 21 juillet 1899, du 5 décembre 1903, du 11 mai 1910 et du 3 mai 1912, pour la fixation des augmentations périodiques des traitements des magistrats, des référendaires et des greffiers, sont remplacés par les mots « période de quatre ans », « tous les quatre ans ».

Les augmentations périodiques des traitements des greffiers adjoints de la cour militaire et des tribunaux première instance et de commerce, et des greffiers et greffiers adjoints des conseils de guerre et des justices de paix, établies par les lois du 5 décembre 1903, du 11 mai 1910 et du 3 mai 1912, sont fixées à 250 francs.

ART. 3.

Les traitements des magistrats, des référendaires et des greffiers en fonctions lors de la mise en vigueur de la présente loi seront réglés conformément aux dispositions qui précèdent à partir du premier du mois qui suivra la publication de la loi.

Les augmentations périodiques ultérieures seront accordées à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suivra le jour où l'intéressé aura rempli ses fonctions durant le temps requis.

De tot griffier of toegevoegd griffier benoemde griffiebedienden behouden, als aanvankelijke bezoldiging, de jaarwedde welke zij in hunne vroegere hoedanigheid genoten, indien deze hooger is dan de jaarwedde welke aan hunne nieuwe betrekking is verbonden.

ART. 2.

De woorden « tijdperk van vijf jaren », « vijfjarig tijdperk », « om de vijf jaren », gebruikt in de bepalingen der wetten van 21 Juli 1899, 5 December 1903, 11 Mei 1910 en 3 Mei 1912, tot vaststelling der periodieke verhooging van de jaarwedden der magistraten, der referendarissen en der griffiers zijn vervangen door de woorden « tijdperk van vier jaren », « om de vier jaren ».

De bij de wetten van 5 December 1903, 11 Mei 1910, en 3 Mei 1912 voorziene periodieke verhoogingen van de jaarwedden der toegevoegde griffiers van het krijgsgerechtshof, van de rechtbanken van eersten aanleg van de handelsrechtbanken, en der griffiers en der toegevoegde griffiers van de krijgsraden en van de vrederechten, zijn op 250 frank bepaald.

ART. 3.

De jaarwedden van de magistraten, de referendarissen en de griffiers, die bij het van kracht worden dezer wet in dienst zijn, worden overeenkomstig de voorgaande bepalingen geregeld met ingang van den eersten dag der maand volgende op de bekendmaking van de wet.

De verdere periodieke verhoogingen zullen verleend worden met ingang van den 1^{sten} Januari van het jaar na den dag waarop de belanghebbende zijn ambt gedurende den vereischten tijd zal waargenomen hebben.

ART. 4.

Sont abrogés les articles 7 et 10 de la loi du 5 décembre 1903 concernant les juges de paix et les greffiers en fonctions au 31 décembre 1903 et les lois du 23 mai 1902 et du 5 mai 1912 concernant des greffiers adjoints des cours d'appel.

Donné à Bruxelles, le 14 décembre 1912.

ART. 4.

Zijn ingetrokken de artikelen 7 en 10 der wet van 5 December 1903 betreffende de vrederechters en de griffiers, die op 31 December 1903 in dienst waren en de wetten van 23 Mei 1902 en 3 Mei 1912 betreffende de toegevoegde griffiers bij de hoven van beroep.

Gegeven te Brussel, den 14ⁿ December 1912.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 DECEMBER 1912.

Ontwerp van wet tot verhooging van de bezoldiging der leden van de rechterlijke orde.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De stijgende rijkdom van het land en de verhooging van den prijs der levensbehoeften, hebben de Regeering er toe gebracht de bezoldiging te vermeerderen van de meeste ambtenaren en beambten der bestuurlijke diensten. De jaarwedden van de magistraten werden niet desgelijks verbeterd ; grootendeels is haar bedrag gebleven zooals het bij de wet van 19 Mei 1863 werd bepaald, eenigermate toch verbeterd bij wetten van 28 November 1889, 21 Juli 1899 en 5 December 1903. Deze jaarwedden zijn niet meer in verhouding tot de winsten die de uitoefening van een vrij beroep verschaft ; zij volstaan niet meer om te voorzien in de noodwendigheden van het leven en hare ontoereikendheid laat zich voelen zoo bij den aanvang der loopbaan als later, wanneer de familielasten steeds zwaarder worden en nieuwe behoeften doen ontstaan.

Het wetsontwerp, dat ik, op 's Konings bevel, de eer heb den Wetgevenden Kamers aan te bieden, heeft ten doel den geldelijken toestand van de leden der rechterlijke orde te verbeteren.

Naar de van kracht zijnde wetten, worden de jaarwedden, aan de rechterlijke ambten verbonden, met een bedrag van 500 frank verhoogd na elk tijdperk van vijf jaren dienstwaarneming door den magistraat. Zoo deze tijdperken merklijk werden ingekort, zouden de magistraten, die reeds vele jaren dienst tellen, hunne jaarwedden belangrijk verhoogd zien, doch zou de toestand van de magistraten die sedert slechts enkele jaren hun ambt waarnemen, geene merkbare verbetering ondergaan. Wat dezen betreft is het dus noodig de aanvangswedde te verhoogen.

De jaarwedden, die aan de verschillende bedieningen der rechterlijke orde verbonden zijn, vormen ten andere één geheel : elke jaarwedde staat in verband met de gewichtigheid der waargenomen bediening, en aan enkele onder deze wedden kan niet worden geraakt zonder dat geheel aan 't wankelen te brengen. Om daarin het evenwicht te handhaven, is het dus noodig dat aan alle jaarwedden overeenkomende veranderingen worden toegebracht. Rekening houdende met die noodzakelijkheid, wordt bij het eerste artikel van

het wetsontwerp, het geheele stel der aan de rechterlijke bedieningen verbonden jaarwedden verhoogd.

De laagste jaarwedde van de magistraten der rechtbanken van eersten aanleg, der krijgsraden en der vredegerechten wordt met duizend frank verhoogd. Dit geldt ook voor die der raadsheeren in de hoven van beroep.

Doordien de wet van 15 Mei 1912 eene bijwedde van 1,250 frank toegekend heeft aan de raadsheeren in de hoven van beroep, die werden aangewezen om in hooger beroep uitspraak te doen over vonnissen der kinderrechters, kwam de bezoldiging van deze raadsheeren 250 frank hoger te staan dan de jaarwedde van de kamervoorzitters. Om in dezen abnormalen toestand te voorzien, worden de jaarwedden van de kamervoorzitters bij het wetsontwerp met 1,500 frank, in stede van met 1,000 frank verhoogd.

De jaarwedde van de eerste voorzitters der hoven van beroep wordt met 1,750 frank vermeerderd, zoodat zij het ronde bedrag van 15,000 frank zal bereiken.

De jaarwedden der leden van de parketten der beroepshoven worden in dezelfde mate verhoogd.

De jaarwedde van den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg te Brussel en die van den procureur des Konings bij die rechtbank, welke bij de wet van 5 Juni 1890 met de wedden van de kamervoorzitters der beroepshoven werden gelijkgesteld, worden, evenals deze, met 1,500 frank vermeerderd.

De jaarwedde van den voorzitter van het krijgsgerechtshof en van den auditeur generaal worden met 1,500 frank verhoogd.

De jaarwedden van de raadsheeren in het Hof van Verbreking worden met 1,750 frank verhoogd; die der andere magistraten van dat hof met 2,000 frank. Eene bijzondere bezoldiging wordt voor den eersten advocaat generaal bepaald, in navolging van hetgeen in de hoven van beroep bestaat.

Onlangs, bij de wet van 11 Mei 1910, werden voor de referendarissen bij de handelsrechtbanken jaarwedden bepaald in verhouding tot de gewichtigheid van hunne bediening; bij het ontwerp van wet worden de jaarwedden van de meesten onder hen lichtelijk verhoogd, derwijze dat zij verband houden met de wedden der burgerlijke magistraten en der griffiers.

Bij de wet van 25 November 1889 werden nieuwe grondslagen bepaald ter bezoldiging van de hoofdgriffiers van het Verbrekingshof en de beroepshoven en van de griffiers der rechtbanken van eersten aanleg en der vredegerechten; hunne jaarwedden werden daarbij vastgesteld op een bedrag dat toen overeenkwam met de belangrijkheid der bediening. Het volstaat hunne wedden met 500 frank en 400 frank te verhoogen om deze op de hoogte te stellen van de huidige toestanden. Evengroote verhoogingen worden eenerzijds aan de toegevoegde griffiers van het Verbrekingshof en van de beroepshoven toegekend en anderzijds aan de toegevoegde griffiers van de rechtbanken van eersten aanleg en van de handelsrechtbanken.

Bij het ontwerp worden de jaarwedden verhoogd van de griffiers der krijgsraden, welke vastgesteld zijn bij de wet van 15 Juni 1899.

De jaarwedde van den griffier van het krijgsgerechtshof wordt met 1.000 frank, die van den toegevoegd griffier met 800 frank verhoogd. In de krijgsraden wordt de jaarwedde van de griffiers der 1^{ste} klasse met 1.000 frank, die der 2^{de} klasse met 800 frank en die der 3^{de} klasse met 600 frank vermeerderd. Met 600 frank wordt insgelijks de jaarwedde van de toegevoegde griffiers der krijgsraden verhoogd.

De jaarwedden van de toegevoegde griffiers der vredegerechten blijven zooals zij bepaald zijn in de onlangs ingevoerde wet van 3 Mei 1912.

De bepaling, achter de tabel van jaarwedden geschreven ten behoeve van de griffiebeamten die tot griffier of toegevoegd griffier worden benoemd, geeft in meer algemeene bewoordingen eene bepaling weder van artikel 4 der wet van 3 Mei 1912.

Bij artikel 2 van het wetsontwerp wordt tot vier jaren teruggebracht de termijn van vijf jaren dienst, die was vereischt om de weddeverhoogingen te bekomen bij de wetten van 21 Juli 1899, 3 December 1903, 11 Mei 1910 en 3 Mei 1912 bepaald ten behoeve van de magistraten, de referendarissen en de griffiers.

Deze maatregel levert geen voordeel op voor de magistraten die pas zijn benoemd, en zal er niet veel meer opleveren voor hen die slechts weinig jaren dienst tellen, zooals de meeste substituten van den procureur des Konings en vele rechters in de rechtbanken van eersten aanleg. Daartegenover wordt de positie merkkelijk verbeterd der magistraten met talrijke dienstjaren, zooals de voorzitters van de rechtbanken en de raadsheeren in de beroepshoven die de jaren dienst mogen doen gelden, welke zij in de rechtbanken van eersten aanleg hebben doorgebracht. Zij zal slechts van geringen invloed zijn op de jaarwedden der magistraten van het Hof van Verbreking, die voor de periodieke verhoogingen slechts den tijd mogen in rekening brengen dat zij in het hoogste gerechtshof hebben gezeteld.

Door aan de meeste griffiers periodieke verhoogingen van 300 frank toe te staan, evenals aan de magistraten, heeft de wet van 3 December 1903 naar verhouding den toestand van de griffiers in grootere mate verbeterd, dan bij wet van 21 Juli 1899 voor de magistraten werd gedaan. Bij inkorting van den duur der verhoogingsperioden zou de ongelijkheid in de toestanden nog scherper worden. Verhoogingen van 300 frank om de vier jaar zouden aan de meeste griffiers vermeerderingen bezorgen buiten verhouding tot de aan de betrekking verbonden vaste bezoldiging. Om dit te verhelpen wordt in het wetsontwerp voorzien, dat de griffiers van het voordeel der inkorting van den periodenduur zullen genieten, doch is op 250 frank bepaald het bedrag van de verhoogingen, die verleend worden aan de toegevoegde griffiers van het krijgsgerechtshof, der rechtbanken van eersten aanleg en der handelsrechtbanken en aan de griffiers en toegevoegde griffiers van de krijgsraden en van de vredegerechten.

De samengevatte verbeteringen, welke de bepalingen van het eerste en het tweede artikel van het wetsontwerp ten gevolge zullen hebben, bezorgen aan de magistraten traktementsverhoogingen die gemiddeld 1,200 frank beloopten in de vredegerechten, de krijgsraden en de rechtbanken van eersten aanleg; 1,500 frank in de hoven van beroep en in het krijgsgerechtshof

en 2,000 frank in Hof van Verbreking. Die verhoogingen staan gelijk met 20 t. h. van de huidige wedden in de vredegerichten, de krijgsraden en de rechtbanken van eersten aanleg, en met 16 t. h. van de wedden in de hoven.

Voor de griffiers bedragen de verhoogingen gemiddeld 500 frank, hetzij 13 t. h. der huidige wedden.

Bij artikel 3 van het wetsontwerp wordt het tijdstip, waarop de uit de wet voortvloeiende weddeverhoogingen zullen aanvangen, bepaald op den eersten dag der maand na dien der bekendmaking der wet. In het vervolg zullen de periodieke verhoogingen den 1ⁿ Januari van ieder jaar ingaan, zooals voor de leden van de katholieke geestelijkheid plaats heeft krachtens de wet van 24 April 1900, en voor de griffiebedienden en parketklerken krachtens de besluiten tot regeling van hunne bezoldiging. Daardoor zal het werk, door de maandelijksche vereffening der jaarwedden veroorzaakt, merkkelijk vereenvoudigd zijn.

De nieuwe wet verzekert aan de vrederechters en aan de griffiers hoogere wedden, dan hun door de overgangsbepalingen der artikelen 7 en 10 der wet van 5 December 1903 zijn toegekend. Bij artikel 4 van het ontwerp worden die artikelen dienvolgens teruggenomen.

Bij het wetsontwerp worden insgelijks ingetrokken de wetten van 23 Mei 1902 en 3 Mei 1912. De drie toegevoegde griffiers der beroepshoven op welke deze twee wetten zijn toegepast, zullen uit kracht van de nieuwe bepalingen eene hoogere jaarwedde ontvangen dan die welke zij tot nog toe genoten.

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.



PROJET DE LOI

portant augmentation des traitements
des membres de l'ordre judiciaire.

Albert,

ROI DES BELGES.

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Mi-
nistre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est
chargé de présenter, en Notre Nom,
aux Chambres législatives, le projet
de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation aux lois du 18 juin
1869, du 15 avril 1878, du 25 no-
vembre 1889, du 5 juin 1890, du
15 juin et du 21 juillet 1899, du
5 décembre 1903, du 11 mai 1910,
du 12 août 1911 et du 3 mai 1912,
les traitements inférieurs des magis-
trats, des référendaires et des gref-
fiers des cours de cassation et d'ap-
pel, de la cour militaire, des tribu-
naux de première instance et de
commerce, des conseils de guerre
et des justices de paix sont fixés
ainsi qu'il suit :

ONTWERP VAN WET

tot verhooging van de bezoldiging der
leden van de rechterlijke orde.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil!*

Op voorstel van Onzen Minister
van Justitie :

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is be-
last met, in Onzen Naam, bij de
Wetgevende Kamers, het wetsont-
werp aan te bieden, waarvan de
inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Met afwijking van de wetten van
18 Juni 1869, 15 April 1878, 25 No-
vember 1889, 5 Juni 1890, 15 Juni
en 21 Juli 1899, 5 December 1903,
11 Mei 1910, 12 Augustus 1911 en
3 Mei 1912, zijn de laagste jaar-
wedden van de magistraten, de re-
ferendarissen en de griffiers bij het
hof van verbreking, de hoven van
beroep, het krijgsgerechtshof, de
rechtbanken van eersten aanleg, de
handelsrechtbanken, de krijgsraden
en de vredegerichten, als volgt be-
paald :

Cour de cassation.

Premier président et procureur général	fr. 18,000
Président de chambre et premier avocat général	15,000
Conseillers	13,000
Second avocat général	14,000
Greffier en chef	8,000
Greffiers adjoints	5,000

Cours d'appel.

Premiers présidents et procureurs généraux	fr. 15,000
Présidents de chambre et premiers avocats généraux	10,000
Conseillers	8,500
Deuxièmes avocats généraux	9,000
Substituts des procureurs généraux	8,000
Greffiers en chef	8,000
Greffiers adjoints	4,500

Tribunaux de première instance.

	1 ^{re} classe		2 ^e classe	3 ^e classe
	à Bruxelles	ailleurs		
Présidents et procureurs du Roi . . . fr.	10,000	9,000	8,000	7,000
Vice-Présidents	7,500		6,500	
Juges d'instruction	7,250		6,250	5,750
Juges et substituts du procureur du Roi	6,000		5,500	5,000
Greffiers	8,000		6,500	5,000
Greffiers-adjoints	5,600		3,400	3,200

Tribunaux de commerce.

	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe
Référéndaires fr.	10,000	8,000	6,000
Référéndaires adjoints	6,000	5,500	5,000
Greffiers adjoints	5,600	3,400	3,200

Justices de paix.

	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe	4 ^e classe
Juges de paix fr.	8,000	7,000	6,000	5,000
Greffiers	5,000	4,200	3,400	2,600
Greffiers adjoints sans distinction de classes	2,800			

Hof van verbreking.

Eerste voorzitter en procureur generaal	fr. 18,000
Kamervoorzitter en eerste advocaat generaal	15,000
Raadsheeren	15,000
Tweede advocaat generaal	14,000
Hoofdgriffier	8,000
Toegevoegde griffiers	5,000

Hoven van beroep.

Eerste voorzitters en procureurs generaal	fr. 13,000
Kamervoorzitters en eerste advocaten generaal	10,000
Raadsheeren	8,500
Tweede advocaten generaal	9,000
Substituten van de procureurs generaal	8,000
Hoofdgriffiers	8,000
Toegevoegde griffiers	4,500

Rechtbanken van eersten aanleg.

	1 ^{ste} klasse		2 ^e klasse	3 ^e klasse
	te Brussel	elders		
Voorzitters en Procureurs des Konings.	10,000	9,000	8,000	7,000
Ondervoorzitters	7,300		6,500	
Onderzoeksrechters	7,250		6,250	5,720
Rechters en substituten van den procureur des Konings	6,000		5,500	5,000
Griffiers	8,000		6,500	5,000
Toegevoegde griffiers	3,600		3,400	3,200

Handelsrechtbanken.

	1 ^{ste} klasse	2 ^e klasse	3 ^e klasse
Referendarissen fr.	10,000	8,000	6,000
Toegevoegde referendarissen	6,000	5,500	5,000
Toegevoegde griffiers	3,600	3,400	3,200

Vrederechten.

	1 ^{ste} klasse	2 ^e klasse	3 ^e klasse	4 ^e klasse
Vrederechters fr.	8,000	7,000	6,000	5,000
Griffiers	5,000	4,200	3,400	2,600
Toegevoegde griffiers zonder onderscheid van klassen	2,800			

Cour militaire.

Président et auditeur général . . . fr.	10,500
Substitut de l'auditeur général	8,000
Greffier	5,000
Greffiers adjoints	3,400

Conseils de guerre.

	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe
Auditeurs militaires. fr.	7,500	6,500	5,000
Substituts des auditeurs militaires sans distinction de classes	5,000		5
Greffiers	4,200	3,800	3,400
Greffiers adjoints	2,600	2,400	2,200

Krijsgerechtshof.

Voorzitter en auditeur generaal	10,500
Substituant auditeur-generaal	8,000
Griffier	5,000
Toegevoegde griffiers	5,400

Krijgsraden.

	1 ^{ste} klasse.	2 ^{de} klasse.	3 ^{de} klasse.
Krijgsauditeurs fr.	7,500	6,500	5,000
Substituten van de krijgsauditeurs zonder onderscheid van klassen	5,000		5
Griffiers	4,200	3,800	3,400
Toegevoegde griffiers	2,600	2,400	2,200

Les employés de greffe nommés greffiers ou greffiers adjoints conserveront, comme traitement initial, le traitement dont ils jouissaient en leur ancienne qualité, s'il est supérieur à celui attaché à leurs nouvelles fonctions.

ART. 2.

Les mots « période de cinq années », « période quinquennale », « tous les cinq ans » employés dans les dispositions des lois du 21 juillet 1899, du 5 décembre 1903, du 11 mai 1910 et du 3 mai 1912, pour la fixation des augmentations périodiques des traitements des magistrats, des référendaires et des greffiers, sont remplacés par les mots « période de quatre ans », « tous les quatre ans ».

Les augmentations périodiques des traitements des greffiers adjoints de la cour militaire et des tribunaux première instance et de commerce, et des greffiers et greffiers adjoints des conseils de guerre et des justices de paix, établies par les lois du 5 décembre 1903, du 11 mai 1910 et du 3 mai 1912, sont fixées à 250 francs.

ART. 3.

Les traitements des magistrats, des référendaires et des greffiers en fonctions lors de la mise en vigueur de la présente loi seront réglés conformément aux dispositions qui précèdent à partir du premier du mois qui suivra la publication de la loi.

Les augmentations périodiques ultérieures seront accordées à partir du 1^{er} janvier de l'année qui suivra le jour où l'intéressé aura rempli ses fonctions durant le temps requis.

De tot griffier of toegevoegd griffier benoemde griffiebedienden behouden, als aanvankelijke bezoldiging, de jaarwedde welke zij in hunne vroegere hoedanigheid genoten, indien deze hooger is dan de jaarwedde welke aan hunne nieuwe betrekking is verbonden.

ART. 2.

De woorden « tijdperk van vijf jaren », « vijfjarig tijdperk », « om de vijf jaren », gebruikt in de bepalingen der wetten van 21 Juli 1899, 5 December 1903, 11 Mei 1910 en 3 Mei 1912, tot vaststelling der periodieke verhooging van de jaarwedden der magistraten, der referendarissen en der griffiers zijn vervangen door de woorden « tijdperk van vier jaren », « om de vier jaren ».

De bij de wetten van 5 December 1903, 11 Mei 1910, en 3 Mei 1912 voorziene periodieke verhoogingen van de jaarwedden der toegevoegde griffiers van het krijgsgerechtshof, van de rechtbanken van eersten aanleg van de handelsrechtbanken, en der griffiers en der toegevoegde griffiers van de krijgsraden en van de vredegerichten, zijn op 250 frank bepaald.

ART. 3.

De jaarwedden van de magistraten, de referendarissen en de griffiers, die bij het van kracht worden dezer wet in dienst zijn, worden overeenkomstig de voorgaande bepalingen geregeld met ingang van den eersten dag der maand volgende op de bekendmaking van de wet.

De verdere periodieke verhoogingen zullen verleend worden met ingang van den 1^{sten} Januari van het jaar na den dag waarop de belanghebbende zijn ambt gedurende den vereischten tijd zal waargenomen hebben.

ART. 4.

Sont abrogés les articles 7 et 10 de la loi du 3 décembre 1903 concernant les juges de paix et les greffiers en fonctions au 31 décembre 1903 et les lois du 23 mai 1902 et du 3 mai 1912 concernant des greffiers adjoints des cours d'appel.

Donné à Bruxelles, le 14 décembre 1912.

ART. 4.

Zijn ingetrokken de artikelen 7 en 10 der wet van 5 December 1903 betreffende de vrederechters en de griffiers, die op 31 December 1903 in dienst waren en de wetten van 23 Mei 1902 en 3 Mei 1912 betreffende de toegevoegde griffiers bij de hoven van beroep.

Gegevente Brussel, den 14^e December 1912.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :

De Minister van Justitie,

H. CARTON DE WIART.